



**I B P T**

---

**INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX  
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**CONSULTATION ORGANISÉE PAR LE CONSEIL DE L'IBPT À LA DEMANDE  
DU MINISTRE DE L'ECONOMIE  
DU 8 JANVIER 2014  
CONCERNANT  
LE PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL  
MODIFIANT L'ARRÊTÉ ROYAL DU 7 MARS 1995 RELATIF À  
L'ÉTABLISSEMENT ET À L'EXPLOITATION DE RÉSEAUX DE  
MOBILOPHONIE GSM ET L'ARRÊTÉ ROYAL DU 24 OCTOBRE 1997 RELATIF  
À L'ÉTABLISSEMENT ET À L'EXPLOITATION DE RÉSEAUX DE  
MOBILOPHONIE DCS-1800**

Méthode d'envoi des réactions au présent document

Délai de réponse: jusqu'au 22 janvier 2014

Personne de contact: An Van Hemelrijck, Premier Conseiller (02 226 87 03)

Adresse de réponse par e-mail: [consult04@bipt.be](mailto:consult04@bipt.be)

Les réponses doivent être envoyées par voie électronique avec indication de la référence « consult-2013-D4 » dans l'objet.

Le document doit indiquer clairement ce qui est confidentiel.

Vous êtes prié d'utiliser le « Formulaire de couverture à joindre à la réponse à une consultation publique organisée par l'IBPT ». Une version électronique de ce formulaire peut être téléchargée à partir du site Internet [www.ibpt.be](http://www.ibpt.be) (*Télécom > Consultations > Contenu lié* (pour cette consultation)).

## Contexte

Le présent projet modifie l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM et l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800.

En 2011, Telenet BidCo SA a acquis la quatrième autorisation 3G. Ce faisant, BidCo a aussi reçu la possibilité de se voir attribuer des fréquences dans les bandes 900 et 1800 MHz valables dès le 27 novembre 2015. BidCo a annoncé vouloir utiliser cette possibilité. En décembre 2013 cependant, BidCo a fait savoir sa volonté de ne plus recourir à la possibilité d'utiliser ces fréquences. Les arrêtés royaux existants ne prévoient toutefois pas la redistribution du spectre dès le 27 novembre 2015 dans les bandes 900 MHz et 1800 MHz au cas où il n'y a pas de quatrième opérateur 3G. Les fréquences ont beaucoup de valeur. Par conséquent, ces fréquences doivent être proposées au marché le plus rapidement possible. C'est pourquoi une procédure ouverte d'attribution de ces fréquences est déterminée dans le présent projet d'arrêté modificatif.

Le présent document de consultation est publié dans le but de connaître la position du public concernant ce projet d'arrêté royal.

## Annexes

Le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM et l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800 est repris ci-après. Après ce projet contenant les dispositions modificatives, une version des dispositions actuelles en question des arrêtés royaux est insérée, dans laquelle ont été apportées les modifications proposées.

Charles Cuvelliez  
Membre du Conseil

Axel Desmedt  
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren  
Membre du Conseil

Jack Hamande  
Président du Conseil

## ROYAUME DE BELGIQUE

SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME,  
CLASSES MOYENNES ÉT ENERGIE

**[DATE]. - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM et l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800**

### RAPPORT AU ROI

Sire,

#### Généralités

En 2001, le gouvernement avait décidé de mettre aux enchères quatre autorisations 3G dans la bande 2 GHz. Seuls trois candidats avaient soumis leur candidature pour la mise aux enchères organisée en 2001. Ces trois opérateurs étaient les mêmes que ceux détenant déjà une autorisation 2G, à savoir Belgacom, Mobistar et Base Company (en 2001, sous la dénomination de « KPN Orange »).

En 2010, ces trois opérateurs étaient toujours les seuls opérateurs à détenir une autorisation 3G en Belgique. Le gouvernement avait alors décidé de favoriser l'entrée sur le marché d'un nouvel opérateur 3G.

Une des mesures prises par le gouvernement pour rendre la quatrième autorisation plus attractive était la possibilité d'acquérir du spectre dans les bandes 900 MHz et 1800 MHz. Le quatrième opérateur 3G obtenait la possibilité d'acquérir du spectre dans les bandes 900 MHz et 1800 MHz et de l'utiliser à partir du 27 novembre 2015 (art. 64 de l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération). Jusqu'au 27 novembre 2015, ce spectre est attribué aux trois autres opérateurs existants.

En 2011, Telenet BidCo SA (ci-après BidCo) a acquis lors d'une mise aux enchères organisée par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après "IBPT") la quatrième autorisation 3G. Cette autorisation contenait l'attribution des droits d'utilisation sur la bande de 2,1 GHz et les droits d'utilisation optionnels sur 900 MHz et 1800 MHz. BidCo a par la suite confirmé son offre pour le spectre de

## KONINKRIJK BELGIE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

**[DATUM]. - Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten en van het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten**

### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

#### Algemeen

In 2001 had de regering beslist om in de 2 GHz-band vier 3G-vergunningen te veilen. Slechts drie kandidaten hadden zich kandidaat gesteld voor de veiling die in 2001 georganiseerd werd. Deze drie operatoren waren dezelfde als diegene die reeds over een 2G-vergunning beschikten, namelijk Belgacom, Mobistar en Base Company (in 2001 "KPN Orange" genaamd).

In 2010 waren deze drie operatoren nog steeds de enige operatoren die in België een 3G-vergunning hadden. De regering besliste toen om de komst van een nieuwe 3G-operator op de markt aan te moedigen.

Een van de maatregelen die de regering nam om de vierde vergunning aantrekkelijker te maken was de mogelijkheid om spectrum te verwerven in de 900 MHz- en de 1800 MHz-band. De vierde 3G-operator kreeg de mogelijkheid om spectrum te verwerven in de banden van 900 MHz en 1800 MHz en dat te gebruiken vanaf 27 november 2015 (art. 64 van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie). Tot 27 november 2015 is dat spectrum toegewezen aan de drie andere bestaande operatoren.

In 2011 verwerfde Telenet Tecteo BidCo NV (hierna BidCo) in een veiling georganiseerd door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna "BIPT") de vierde 3G-vergunning. Deze vergunning bevatte de toewijzing van gebruiksrechten op de 2,1 GHz band en de optionele gebruiksrechten op 900 MHz en 1800 MHz. BidCo bevestigde naderhand zijn bod voor het 900 MHz en 1800 MHz

900 MHz et 1800 MHz conformément à toutes les prescriptions légales.

La formalisation des résultats de la mise aux enchères a été effectuée pour la bande de 2,1 GHz par l'adoption de la décision du Conseil de l'IBPT du 14 juillet 2011. Cette décision a été annulée le 4 décembre 2012 par la Cour d'appel de Bruxelles. Le 10 décembre 2012, l'IBPT a pris une décision de réfection à effet rétroactif. La formalisation de la décision pour 900 MHz/1800 MHz a été reportée jusqu'en 2015. En effet, la période effective de début de ces droits d'utilisation n'aurait commencé que le 27 novembre 2015.

Depuis l'acquisition de la quatrième autorisation 3G, BidCo a indiqué à plusieurs reprises qu'elle n'envisageait pas de déployer un réseau propre.

Le 12 décembre 2013, l'IBPT a reçu une lettre de BidCo indiquant qu'en tous les cas, elle ne se servirait pas des fréquences sur 900 MHz et 1800 MHz.

Les fréquences ont beaucoup de valeur. Par conséquent, ces fréquences doivent être proposées au marché le plus rapidement possible.

Les arrêtés royaux ne prévoient cependant pas de répartition du spectre, à partir du 27 novembre 2015, dans les bandes 900 MHz et 1800 MHz, en l'absence de quatrième opérateur 3G. Cette lacune était mise en lumière par l'IBPT dans son avis du 23 mars 2010 relatif au projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800 et l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de troisième génération.

La bande 900 MHz est composée de 174 canaux. Un canal de garde est nécessaire entre deux blocs de fréquences attribués à deux opérateurs différents. A titre d'information, il y a actuellement quatre canaux de garde, puisque Belgacom et Mobistar ont chacun deux blocs de fréquences non contigus. Les quatre canaux supérieurs dans la bande ne sont pas en service.

L'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques prévoit que la

spectrum conform alle wettelijke voorschriften.

De formalisatie van de resultaten van de veiling gebeurde, voor de 2,1 GHz band met een besluit van de raad van het BIPT van 14 juli 2011. Dit besluit werd op 4 december 2012 vernietigd door het hof van beroep te Brussel. Op 10 december 2012 werd door het BIPT een herstelbesluit genomen met terugwerkende kracht. De formalisatie van het besluit voor de 900 MHz/1800 MHz werd uitgesteld tot 2015. Immers, de daadwerkelijke aanvangsperiode van deze gebruiksrechten zou pas starten op 27 november 2015.

Sinds het verwerven van de vierde 3G-vergunning heeft BidCo meermaals aangegeven dat het niet van plan is om een volledig eigen netwerk uit te bouwen.

Op 12 december 2013 ontving het BIPT een brief van BidCo die aangaf dat het in ieder geval geen beroep zou doen op de frequenties op 900 MHz en 1800 MHz.

De frequenties zijn zeer waardevol. Deze frequenties dienen derhalve zo vlug mogelijk aan de markt aangeboden te worden.

De koninklijke besluiten voorzien echter niet in een herverdeling van het spectrum vanaf 27 november 2015 in de 900 MHz- en 1800 MHz-band ingeval er geen vierde 3G-operator is. Het BIPT heeft op deze leemte gewezen in zijn advies van 23 maart 2010 betreffende het ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofonienetten, het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten en het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie.

De 900 MHz-band bestaat uit 174 kanalen. Tussen twee frequentieblokken die aan twee verschillende operatoren zijn toegewezen moet er een scheidingskanaal zijn. Momenteel zijn er vier scheidingskanalen, aangezien Belgacom en Mobistar elk twee niet aaneengrenzende frequentieblokken hebben. De vier kanalen bovenin in de band zijn niet in gebruik.

Artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie

redevance unique pour 11,6 MHz duplex (58 canaux) dans la bande 900 MHz vaut également pour 25 MHz duplex dans la bande 1800 MHz.

La bande 1800 MHz est composée de 374 canaux (74,8 MHz duplex), avec de part et d'autre une bande de garde de 0,1 MHz, soit au total 75 MHz duplex.

Un objectif de cet arrêté royal est de prévoir la répartition du spectre, à partir du 27 novembre 2015, dans les bandes 900 MHz et 1800 MHz, en l'absence de quatrième opérateur 3G ou si le quatrième opérateur 3G ne détient pas de spectre 900 MHz. La répartition en présence d'un quatrième opérateur 3G détenant du spectre 900 MHz reste inchangée.

Il est ainsi fait en sorte que l'IBPT ait la possibilité d'octroyer les canaux prévus pour le quatrième opérateur 3G à d'autres opérateurs, après avoir reçu une communication de ce quatrième opérateur 3G confirmant qu'il renonce à la mise en service des fréquences en question sur 900 MHz et sur 1800 MHz.

A cet effet, l'arrêté prévoit une procédure d'attribution ouverte brève, conformément à l'article 5,2 de la directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation des réseaux et de services de communications électroniques (Directive Autorisation) visant à attribuer au maximum ces fréquences à d'autres parties afin que le plus de fréquences possibles puissent être utilisées de manière efficace.

Si, à titre d'exemple, il y a trois candidats pour l'acquisition d'une partie de ces fréquences de 900 MHz, chaque candidat aura droit à 8 canaux. Si, à titre d'exemple, un de ces trois candidats, ne souhaite que reprendre 2 de ces canaux, la différence (6 canaux) sera offerte en parts égales aux 2 autres candidats. Le résultat final peut donc être que 2 candidats se voient attribuer chacun 11 canaux et 1 candidat 2 canaux. L'IBPT organisera et veillera au bon déroulement de cette procédure.

Une approche non-discriminatoire sera utilisée pour cette simple procédure d'acquisition. Dans ce cadre, tous les candidats auront l'opportunité d'acquérir un nombre égal de fréquences. Toutefois, malgré le caractère attrayant des fréquences de 900 MHz, il n'y a aucune garantie

bepaalt dat de enige heffing voor 11,6 MHz duplex (58 kanalen) in de 900 MHz-band ook geldt voor 25 MHz duplex in de 1800 MHz-band.

De 1800 MHz-band bestaat uit 374 kanalen (74,8 MHz duplex), met aan beide kanten een scheidingsband van 0,1 MHz, dus in totaal 75 MHz duplex.

Een van de doelstellingen van dit koninklijk besluit bestaat erin te voorzien in de herverdeling van het spectrum vanaf 27 november 2015 in de 900 MHz- en 1800 MHz-band, wanneer er geen vierde 3G-operator is of wanneer de vierde 3G-operator geen 900 MHz-spectrum heeft. De herverdeling wanneer er een vierde 3G-operator is die 900 MHz-spectrum heeft, blijft ongewijzigd.

Zodoende wordt bepaald dat het BIPT de mogelijkheid heeft om de kanalen die voorzien waren voor de vierde 3G-operator toe te kennen aan andere operatoren, na het ontvangen van een mededeling van deze vierde 3G-operator dat hij afziet van de ingebruikname van de betreffende frequenties op 900 MHz en op 1800 MHz.

Het besluit bepaalt hiertoe een beknopte open toewijzingsprocedure in overeenstemming met artikel 5, 2 van richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en diensten (Machtigingsrichtlijn) teneinde deze frequenties maximaal te kunnen toekennen aan andere partijen zodat zo veel mogelijk frequenties op een efficiënte wijze gebruikt kunnen worden.

Indien er bij wijze van voorbeeld drie kandidaten zijn voor het verwerven van een deel van deze 900 MHz-frequenties, zal iedere kandidaat recht hebben op 8 kanalen. Indien een van deze drie kandidaten, bij wijze van voorbeeld maar 2 kanalen wenst op te nemen, dan zal het verschil (6 kanalen) in gelijke delen aangeboden worden aan de andere 2 kandidaten. Uiteindelijk kan het resultaat dus zijn dat 2 kandidaten elk 11 kanalen toegewezen krijgen en 1 kandidaat 2 kanalen. Het BIPT zal deze procedure organiseren en toezien op het correcte verloop van de procedure.

Bij deze eenvoudige toewijzingsprocedure wordt er een niet-discriminerende aanpak gehanteerd waarbij alle kandidaten de kans krijgen om een gelijk aantal frequenties te verwerven. Er is echter, ondanks het aantrekkelijk karakter van de 900 MHz-frequenties geen garantie dat alle 24

que tous les 24 canaux seront attribués.

Suite à la disponibilité des fréquences de 1800 MHz qui étaient auparavant prévues pour le quatrième opérateur 3G, le nombre de canaux disponibles au cours de la période précédant le 27 novembre 2015 tant pour l'opérateur GSM1, GSM2 que l'opérateur DCS-1800, est fixé à un maximum de 124. Une utilisation efficace du spectre est ainsi rendue possible. Ainsi, les opérateurs concernés pourront déjà faire appel à la capacité adéquate pour déployer leurs réseaux sur 1800 MHz.

Outre les droits annuels pour la mise à disposition des fréquences, les candidats qui acquièrent des fréquences supplémentaires à l'occasion de cette procédure, doivent à cet effet également payer la redevance unique conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

#### Commentaire article par article

##### Article 1<sup>er</sup>

Cet article ajoute la définition de quatrième opérateur 3G à l'article 1er de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM. Cette définition contribue à une meilleure lisibilité des modifications apportées à l'article 7 de cet arrêté.

##### Article 2

Cet article modifie l'article 7 de l'arrêté royal du 7 mars 1995. L'article prévoit une procédure d'attribution ouverte afin que le spectre prévu pour le quatrième opérateur 3G puisse être attribué. La procédure est ouverte à tous moyennant un certain nombre de conditions décrites dans un nouveau paragraphe 1<sup>er</sup>/1 de l'article 7. Les canaux disponibles sont répartis en parts égales entre les candidats (§ 1<sup>er</sup>/2).

Les modifications de l'article 7, § 5, prévoient le spectre attribué aux opérateurs disposant de droits d'utilisation en vertu de l'arrêté royal GSM dans la bande 1800 MHz.

##### Articles 3

Cet article modifie l'article 8, § 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 et permet une utilisation effective et efficace de tout le spectre disponible au cours de la période qui précède le 27

kanalen toegekend zullen worden.

Tengevolge van het beschikbaar komen van de 1800 MHz-frequenties die voorheen voor de vierde 3G-operator voorzien waren, wordt het aantal beschikbare kanalen in de periode voorafgaand aan 27 november 2015 zowel voor de GSM1, de GSM 2 als de DCS-1800-operator bepaald op een maximum van 124. Op die manier wordt een efficiënt gebruik van het spectrum mogelijk gemaakt. De betreffende operatoren zullen zo immers reeds een beroep kunnen doen op de gepaste capaciteit op 1800 MHz om hun netwerken te ontplooiën.

Naast de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties dienen de kandidaten die ten gevolge van deze procedure bijkomend spectrum verwerven, hiervoor ook de enige heffing te betalen in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

#### Artikelgewijze bespreking

##### Artikel 1

Dit artikel voegt de definitie toe van vierde 3G-operator in artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilfoonnetten. Deze definitie draagt bij tot een vlottere leesbaarheid van de wijzigingen die aan artikel 7 van dit besluit worden aangebracht.

##### Artikel 2

Dit artikel wijzigt artikel 7 van het koninklijk besluit van 7 maart 1995. Het artikel voorziet in een open toewijzingsprocedure zodat het spectrum dat voorzien was voor de vierde 3G-operator toegewezen kan worden. De procedure staat open voor iedereen onder een aantal voorwaarden die in een nieuwe paragraaf 1/1 van artikel 7 beschreven worden. De beschikbare kanalen worden gelijk verdeeld onder de kandidaten (§ 1/2).

De wijzigingen van artikel 7, § 5, bepalen het spectrum dat wordt toegewezen aan de operatoren die over gebruiksrechten beschikken krachtens het koninklijk besluit betreffende GSM in de 1800 MHz-band.

##### Artikel 3

Dit artikel wijzigt artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 en laat een efficiënt en daadwerkelijk gebruik van het volledige beschikbare spectrum toe in de periode die 27

novembre 2015.

Article 4

Cet article modifie l'article 8, § 2bis, de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 et stipule que la bande octroyée sur 1800 MHz au cours de la période du 27 novembre 2012 au 15 mars 2021 dépend des fréquences attribuées sur 900 MHz.

Article 5

L'article 5 modifie l'article 8, § 8, de l'arrêté royal du 24 octobre 1997. Il établit clairement que l'attribution de 50 canaux le 27 novembre 2015 à l'opérateur DCS-1800 n'a aucun effet néfaste sur l'acquisition éventuelle de canaux supplémentaires.

Article 6

Cet article prévoit l'entrée en vigueur immédiate de l'arrêté. Comme indiqué dans le rapport général ci-dessus, il s'agit de fréquences très précieuses qui doivent être proposées au marché le plus rapidement possible. Il est donc important qu'une nouvelle procédure d'attribution de ces fréquences soit déterminée le plus rapidement possible, puisque BidCo ne va plus les utiliser.

Article 7

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Economie,  
J. VANDE LANOTTE

november 2015 voorafgaat.

Artikel 4

Dit artikel wijzigt artikel 8, § 2bis, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 en bepaalt dat de toegewezen band op 1800 MHz in de periode van 27 november 2012 tot 15 maart 2021 afhangt van de frequenties die toegewezen zijn op 900 MHz.

Artikel 5

Artikel 5 wijzigt artikel 8, § 8, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1997. Het maakt duidelijk dat de toewijzing van 50 kanalen op 27 november 2015 aan de DCS-1800-operator geen enkel nadelig effect heeft op de eventuele verwerving van bijkomende kanalen.

Artikel 6

Dit artikel bepaalt de onmiddellijke inwerkingtreding van het besluit. Zoals aangegeven in het algemene verslag hierboven gaat het om zeer waardevolle frequenties die zo vlug mogelijk aan de markt aangeboden dienen te worden. Het is dus belangrijk dat er zo vlug mogelijk een nieuwe procedure voor de toewijzing van deze frequenties bepaald wordt nu BidCo ze niet zal gebruiken.

Artikel 7

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Economie,  
J. VANDE LANOTTE

## ROYAUME DE BELGIQUE

SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME,  
CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE

**[DATE]. - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM et l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 18 modifié par la loi du 10 juillet 2012;

Vu l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM;

Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le xxx;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le xxx;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le xxx;

Vu la consultation du xxx au xxx du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;

Vu l'accord du Comité de concertation du xxx ;

Vu l'avis xx.xxx/x du Conseil d'État, donné le xxx, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie et sur l'avis des Ministres réunis en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons:

**Chapitre 1<sup>er</sup>:** Modifications à l'arrêté royal du 7

## KONINKRIJK BELGIE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

**[DATUM]. - Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten en van het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,  
Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 18 gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilfoonnetten;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op xxx;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op xxx;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting gegeven op xxx;

Gelet op de raadpleging van xxx tot xxx van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;

Gelet op het akkoord van het Overlegcomité van xxx;

Gelet op het advies xx.xxx/x van de Raad van State, gegeven op xxx, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers;

Hebben wij besloten en besluiten wij:

**Hoofdstuk 1:** Wijzigingen aan het koninklijk

mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, modifié par l'arrêté royal du 24 octobre 1997, est complété par le 32° rédigé comme suit :

« 32° « quatrième opérateur 3G » : l'opérateur 3G, qui a demandé, conformément à l'article 64 de l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération, à se voir assigner 4,8 MHz duplex dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz. ».

**Art. 2.** A l'article 7, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, les 2° et 3° sont remplacés par ce qui suit :

« 2° Sans préjudice du 3°, entre le 27 novembre 2015 et le 15 mars 2021 :

- a) le nombre de canaux radioélectriques des opérateurs GSM1 et GSM2 est réduit à 50;
- b) l'Institut effectue une réorganisation à cet effet.

3° Si les droits d'utilisation du quatrième opérateur 3G dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz ne sont pas utilisés par ce dernier, l'Institut lance un appel aux candidats au Moniteur belge pour les droits d'utilisations de ces 24 canaux. L'opérateur qui souhaite obtenir des droits d'utilisation pose sa candidature dans les formes et conformément aux conditions fixées au paragraphe 1<sup>er</sup>/1. L'Institut octroie ensuite des droits d'utilisation conformément au paragraphe 1/2. » ;

2° dans l'article, sont insérés les paragraphes 1<sup>er</sup>/1 et 1<sup>er</sup>/2 rédigés comme suit :

« § 1<sup>er</sup>/1. La candidature dont il est question au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 3° doit être introduite comme suit :

1° entre 9 et 17 heures durant les jours ouvrables, et au plus tard à la date et à l'heure déterminées par l'Institut et publiées au Moniteur

besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilfoonnetten

**Artikel 1.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilfonienetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 oktober 1997, wordt aangevuld met de bepaling onder 32°, luidende:

“32° “vierde 3G-operator”: de 3G-operator die overeenkomstig artikel 64 van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie heeft gevraagd om 4,8 MHz duplex toegewezen te krijgen in de banden 880-915 MHz en 925-960 MHz.”.

**Art. 2.** In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, vierde lid worden de bepalingen onder 2° en 3° vervangen als volgt :

“2° Onverminderd de bepaling onder 3°, tussen 27 november 2015 en 15 maart 2021:

- a) wordt het aantal radio-elektrische kanalen van de GSM1- en GSM2-operatoren beperkt tot 50;
- b) voert het Instituut hiertoe een herschikking door.

3° Indien de gebruiksrechten van de vierde 3G-operator in de 880-915MHz- en 925-960MHz-banden niet worden gebruikt door deze laatste, doet het Instituut in het Belgisch Staatsblad een oproep tot kandidaten voor gebruiksrechten voor deze 24 kanalen. Een operator die gebruiksrechten wil verkrijgen, dient zijn kandidatuur in in de vorm en volgens de voorwaarden die in paragraaf 1/1 worden vastgesteld. Het Instituut kent de gebruiksrechten vervolgens toe overeenkomstig paragraaf 1/2.”;

2° in het artikel worden de paragrafen 1/1 en 1/2 ingevoegd, luidende:

“§ 1/1. De kandidaatstelling waarvan sprake in paragraaf 1, vierde lid, 3° gebeurt als volgt:

1° tussen 9 en 17 uur op werkdagen, en uiterlijk op de datum en het uur zoals bepaald door het Instituut en bekendgemaakt in het Belgisch

belge ;

2° auprès de l'Institut, contre remise d'un accusé de réception ;

3° en deux exemplaires, en indiquant quel est l'exemplaire original, signé par les représentants habilités des candidats.

Le candidat paie un montant de 1 million d'euros en garantie. Cette garantie est versée au plus tard à la date de dépôt des candidatures, de manière inconditionnelle et irrévocable, dans des sommes exigibles et en euros, en faveur de l'Etat belge, auprès de la Banque nationale de Belgique sur un compte communiqué par l'Institut. La garantie porte intérêt au taux d'intérêt de la facilité de dépôt de la Banque centrale européenne, avec un minimum de zéro pourcent. Les intérêts sont capitalisés le dernier jour ouvrable du système de paiement européen TARGET de chaque mois. La garantie des candidats qui acquièrent les droits d'utilisation porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour de début de validité des droits d'utilisation. La garantie des candidats qui n'acquièrent aucun droit d'utilisation porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où elle est reversée.

La candidature contient les informations suivantes :

1° le numéro de téléphone au sein de l'UE sur lequel le candidat peut être joint les jours ouvrables entre 8 et 19 heures et l'adresse qui pour cette procédure sert d'adresse officielle du candidat, pour lui remettre des documents, lui faire parvenir des communications et lui signifier des notifications ;

2° les noms, titres, qualités et signatures d'une personne au moins légalement habilitée à représenter pleinement le candidat, en vertu de la loi ou des statuts du candidat pour tous les actes qui peuvent être liés à la procédure d'octroi des droits d'utilisation ;

3° les statuts du candidat ou, à défaut, les documents équivalents qui régissent le fonctionnement du candidat ;

4° la preuve ou, lorsqu'une telle preuve n'est pas délivrée dans le pays où le siège du candidat est établi, une déclaration sur l'honneur que le candidat :

Staatsblad;

2° bij het Instituut, tegen ontvangstbewijs;

3° in twee exemplaren, met aanduiding van een origineel exemplaar, ondertekend door de gemachtigde vertegenwoordigers van de kandidaten.

De kandidaat betaalt een bedrag van 1 miljoen euro als waarborg. Deze waarborg wordt uiterlijk op de datum van indiening van de candidaturen onvoorwaardelijk en onherroepelijk, in opeisbare sommen en in euro, ten voordele van de Belgische Staat gestort bij de Nationale Bank van België, op een rekening bekendgemaakt door het Instituut. De waarborg brengt interest op tegen de rentevoet van de depositofaciliteit van de Europese Centrale Bank, met een minimum van nul procent. De interesten worden gekapitaliseerd op de laatste werkdag van het Europees betalingssysteem TARGET van elke maand. De waarborg van de kandidaten die gebruiksrechten verwerven, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag van het begin van de geldigheid van de gebruiksrechten. De waarborg van de kandidaten die geen gebruiksrechten verwerven, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop hij wordt teruggestort.

De kandidatuur bevat de volgende informatie :

1° het telefoonnummer in de EU waarop de kandidaat op werkdagen, tussen 8 en 19 uur, bereikt kan worden en het adres dat voor deze procedure geldt als het officiële adres van de kandidaat met de bedoeling er documenten af te leveren, kennisgevingen te doen geworden en betekeningen te verrichten;

2° de namen, titels, hoedanigheden en handtekeningen van minstens één persoon die wettelijk bevoegd is om de kandidaat ten volle te vertegenwoordigen krachtens de wet of de statuten van de kandidaat voor alle handelingen die verband kunnen hebben met de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten;

3° de statuten van de kandidaat of, bij gebreke daarvan, equivalente documenten die de werking van de kandidaat regelen;

4° het bewijs, of indien een dergelijk bewijs niet uitgereikt wordt in het land waar de zetel van de kandidaat gevestigd is, een verklaring onder ede dat de kandidaat :

<p>a) ne se trouve pas en état de faillite ou de liquidation, ou dans une situation analogue, et ;</p> <p>b) n'a pas fait de déclaration de faillite et n'est pas impliqué dans une procédure de liquidation ou de concordat judiciaire ou dans une procédure analogue selon une réglementation étrangère ;</p>	<p>a) niet in staat van faillissement of van vereffening of een gelijkaardige toestand verkeert, en;</p> <p>b) geen aangifte van faillissement heeft gedaan en niet betrokken is in een procedure van vereffening of van gerechtelijk akkoord of in een soortgelijke procedure volgens een buitenlandse regelgeving;</p>
<p>5° un relevé détaillé, clair et complet de la structure de l'actionnariat du candidat ;</p>	<p>5° een gedetailleerd, duidelijk en volledig overzicht van de aandeelhoudersstructuur van de kandidaat;</p>
<p>6° la preuve de paiement du montant tel que visé à l'alinéa 2 ;</p>	<p>6° het bewijs van de betaling van het bedrag zoals bedoeld in het tweede lid;</p>
<p>7° le numéro de compte en banque du candidat sur lequel le montant tel que visé à l'alinéa 6 ou au paragraphe 1<sup>er</sup>/2, alinéa 5, peut être reversé ;</p>	<p>7° het bankrekeningnummer van de kandidaat waarop het bedrag zoals bedoeld in het zesde lid of in paragraaf 1/2, vijfde lid, kan worden teruggestort;</p>
<p>8° la norme technique ou la technologie que le candidat compte utiliser ;</p>	<p>8° de technische norm of technologie die de kandidaat van plan is te gebruiken;</p>
<p>9° la preuve de notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;</p>	<p>9° het bewijs van kennisgeving overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>10° le nombre de canaux pour lesquels le candidat souhaite acquérir des droits d'utilisation.</p>	<p>10° Het aantal kanalen waarvoor de kandidaat gebruiksrechten wenst te verwerven.</p>
<p>L'Institut fixe le format que les candidatures doivent respecter.</p>	<p>Het Instituut legt het formaat vast dat de candidatures dienen na te leven.</p>
<p>L'Institut prend une décision sur la recevabilité de chaque candidature déposée. En vue de cette décision, l'Institut peut exiger de chaque candidat une explication supplémentaire démontrant la manière dont ce candidat répondra aux conditions du Chapitre Ier du présent arrêté, à l'exception de l'article 14, tel que visé au paragraphe 1<sup>er</sup>/2, alinéa 3. La candidature des candidats qui ne peuvent pas soumettre de plan raisonnable peut être déclarée irrecevable. L'Institut tient chaque candidat informé de la décision concernant la recevabilité de sa candidature. L'Institut communique, en même temps, aux candidats jugés recevables, une liste de tous les candidats jugés recevables.</p>	<p>Het Instituut neemt een beslissing over de ontvankelijkheid van elke ingediende kandidatuur. Met het oog op deze beslissing kan het Instituut van elke kandidaat een bijkomende verklaring eisen die de wijze aantoonst hoe deze kandidaat zal voldoen aan de voorwaarden van Hoofdstuk I, met uitzondering van artikel 14, zoals bepaald in paragraaf 1/2, derde lid. De kandidatuur van kandidaten die geen redelijk plan kunnen voorleggen kan onontvankelijk verklaard worden. Het Instituut brengt iedere kandidaat op de hoogte van de beslissing omtrent de ontvankelijkheid van zijn kandidatuur. Aan de onontvankelijk bevonden kandidaten verstrekt het Instituut gelijktijdig een lijst van alle ontvankelijk bevonden kandidaten.</p>
<p>La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats jugés irrecevables est reversée sur le compte communiqué conformément au 7°.</p>	<p>De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de onontvankelijk bevonden kandidaten wordt teruggestort op de rekening die werd meegedeeld overeenkomstig de bepaling onder 7°.</p>
<p>§1<sup>er</sup>/2. Les canaux sont divisés en parties égales</p>	<p>§1/2. De kanalen worden verdeeld in gelijke</p>

selon le nombre de candidats. Si un candidat a fait savoir qu'il voulait obtenir des droits d'utilisation pour un plus petit nombre de canaux, la différence est proposée à parts égales aux autres candidats. Un opérateur ne peut acquérir plus de la moitié de ces 24 canaux que si le nombre de canaux sur 1800 MHz le permet.

Les droits d'utilisation pour ces canaux sont valides à partir du 27 novembre 2015 ou à partir de la date de la notification par l'Institut de l'octroi de ces canaux si cette date est postérieure au 27 novembre 2015. Ces canaux peuvent être ajoutés aux 50 canaux qui ont déjà été attribués aux opérateurs GSM1, GSM2 et à l'opérateur DCS-1800. Les droits d'utilisation pour ces canaux sont octroyés jusqu'au 15 mars 2021.

Les droits d'utilisation attribués sont soumis aux conditions du Chapitre Ier, à l'exception de l'article 14.

L'Institut notifie à tout candidat, outre ses droits d'utilisation, le solde à payer sur le compte de l'Institut. Les modalités de paiement sont conformes à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats auxquels aucun droit d'utilisation n'est attribué est reversée sur le compte communiqué conformément au 7°.

La redevance unique pour ces canaux est déterminée et payée conformément à l'article 30 de la loi de 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Le cas échéant, l'Institut effectue une réorganisation des fréquences. » ;

3° dans le paragraphe 5, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit:

« Cette autorisation couvre l'utilisation d'un maximum de 124 canaux radioélectriques qui sont communiqués par l'Institut à l'opérateur concerné. Le cas échéant, l'Institut effectue une réorganisation des fréquences. » ;

b) les alinéas 5 et 6 sont abrogés ;

delen naargelang het aantal kandidaten. Indien een kandidaat te kennen heeft gegeven voor een kleiner aantal kanalen gebruiksrechten te willen verkrijgen, wordt het verschil in gelijke delen aangeboden aan de andere kandidaten. Een operator kan enkel meer dan de helft van deze 24 kanalen verwerven indien het aantal kanalen op 1800 MHz dit toelaat.

De gebruiksrechten voor deze kanalen zijn geldig vanaf 27 november 2015 of vanaf de datum van kennisgeving door het Instituut van de toekenning van deze kanalen indien deze datum later valt dan 27 november 2015. Deze kanalen kunnen toegevoegd worden aan de 50 kanalen die reeds toegewezen zijn aan de operatoren GSM1, GSM2 en de DCS-1800-operator. De gebruiksrechten voor deze kanalen worden toegekend tot 15 maart 2021.

Op de toegewezen gebruiksrechten zijn de voorwaarden van Hoofdstuk I van dit besluit van toepassing, met uitzondering van artikel 14.

Het Instituut geeft elke kandidaat naast zijn gebruiksrechten ook kennis van het op rekening van het Instituut te betalen saldo. De betalingsmodaliteiten zijn in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de kandidaten waaraan geen gebruiksrechten worden toegekend, wordt teruggestort op de rekening die werd meegedeeld overeenkomstig de bepaling onder 7°.

De enige heffing voor deze kanalen wordt bepaald en betaald conform artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Desgevallend voert het Instituut een herschikking van de frequenties door.”;

3° in paragraaf 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het vierde lid wordt vervangen als volgt:

“Deze vergunning dekt het gebruik van ten hoogste vijfenzeventig 124 radio-elektrische kanalen die door het Instituut aan de operator worden medegedeeld. Desgevallend voert het Instituut een herschikking van de frequenties door.”;

b) het vijfde en het zesde lid worden opgeheven;

c) l'alinéa 7 est remplacé par ce qui suit:

« Entre le 27 novembre 2015 et le 15 mars 2021, la quantité de spectre attribué aux opérateurs dans les bandes 1710-1785 et 1805-1880 MHz est, par dérogation à l'alinéa 4, égale au double de la quantité de spectre attribué dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz, arrondi au multiple de 5 MHz supérieur. Le cas échéant, l'Institut effectue une réorganisation des fréquences. ».

**Chapitre 2:** Modifications à l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800

**Art. 3.** Dans l'article 8, § 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800 modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« L'Institut peut allouer à l'opérateur DCS-1800 jusqu'à 124 canaux radioélectriques dans les bandes 1710-1785 et 1805-1880 MHz. Le cas échéant, l'Institut effectue une réorganisation des fréquences. » ;

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

**Art. 4.** L'article 8, § 2*bis* du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2010, est remplacé par ce qui suit :

« § 2*bis*. Entre le 27 novembre 2015 et le 15 mars 2021, la quantité de spectre attribué à l'opérateur DCS 1800 dans les bandes 1710-1785 et 1805-1880 MHz est, par dérogation aux dispositions du paragraphe 2, égale au double de la quantité de spectre attribué dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz, arrondi au multiple de 5 MHz supérieur. Le cas échéant, l'Institut effectue une réorganisation des fréquences. ».

**Art. 5.** L'article 8, § 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 2010, est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 3°, de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de

c) het zevende lid wordt vervangen als volgt:

“Tussen 27 november 2015 en 15 maart 2021 is de hoeveelheid spectrum die wordt toegewezen aan de operatoren in de 1710-1785MHz- en de 1805-1880MHz-banden, in afwijking van het vierde lid, gelijk aan het dubbele van de hoeveelheid spectrum toegewezen in de 880-915MHz- en 925-960MHz-banden, afgerond tot het hogere veelvoud van 5. Desgevallend voert het Instituut een herschikking van de frequenties door.”.

**Hoofdstuk 2:** Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten

**Art. 3.** In artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“Het Instituut kan aan de DCS-1800-operator tot 124 radio-elektrische kanalen toewijzen in de banden 1710-1785 en 1805-1880 MHz. Desgevallend voert het Instituut een herschikking van de frequenties door.”;

2° het tweede en derde lid worden opgeheven.

**Art. 4.** Artikel 8, § 2*bis* van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2010, wordt vervangen als volgt:

“§ 2*bis*. Tussen 27 november 2015 en 15 maart 2021 is de hoeveelheid spectrum die wordt toegewezen aan de DCS 1800-operator in de 1710-1785MHz- en de 1805-1880MHz-banden, in afwijking van het bepaalde in paragraaf 2, gelijk aan het dubbele van de hoeveelheid spectrum toegewezen in de 880-915MHz- en 925-960MHz-banden, afgerond tot het hogere veelvoud van 5. Desgevallend voert het Instituut een herschikking van de frequenties door.”.

**Art. 5.** Artikel 8, § 8 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 2010, wordt vervangen als volgt:

« Onverminderd artikel 7, § 1, vierde lid, 3°, van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van

mobilophonie GSM, entre le 27 novembre 2015 et le 15 mars 2021 :

1° le nombre de canaux de l'opérateur DCS 1800 dans les bandes de fréquences 880-915 MHz et de 925-960 MHz est, par dérogation aux paragraphes 6 et 7, réduit à 50;

2° l'Institut effectue une réorganisation des fréquences. ».

#### **Chapitre 4: Dispositions finales**

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

**Art. 7** Le ministre qui a les télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, XXX.

PHILIPPE

Par le Roi:

Le Ministre de l'Economie,  
J. VANDE LANOTTE

GSM-mobilofonienetten, tussen 27 november 2015 en 15 maart 2021:

1° wordt het aantal kanalen van de DCS1800-operator in de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz beperkt tot 50, in afwijking van de paragrafen 6 en 7;

2° het Instituut voert desgevallend een herschikking van de frequenties door.”.

#### **Hoofdstuk 4: Slotbepalingen**

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn publicatie in het Belgisch Staatsblad.

**Art. 7.** De minister bevoegd voor telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, XXX.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Economie,  
J. VANDE LANOTTE

## GSM 7/3/1995

<b>Article 1.</b> Dans le cadre du présent arrêté royal, les définitions suivantes sont d'application.	<b>Artikel 1.</b> In het kader van dit koninklijk besluit zijn de volgende definities van toepassing :
...	...
<u>32° « quatrième opérateur 3G » : l'opérateur 3G, qui a demandé, conformément à l'article 64 de l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération, à se voir assigner 4,8 MHz duplex dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz.</u>	<u>32° "vierde 3G-operator": de 3G-operator die overeenkomstig artikel 64 van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie heeft gevraagd om 4,8 MHz duplex toegewezen te krijgen in de banden 880-915 MHz en 925-960 MHz.</u>
Art. 7. § 1 <sup>er</sup> . Le réseau radio électrique doit être mis en œuvre dans les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz, séparées par un écart duplex de 45 MHz.  La bande haute est réservée à l'émission par les stations de base et la bande basse est réservée à l'émission par les stations mobiles.  Ces bandes de fréquences contiennent 174 canaux radioélectriques, soit au total 34,8 MHz duplex, avec de part et d'autre une bande de garde de 0,1 MHz.  La répartition des canaux dans les bandes de fréquence 880-915 MHz et 925-960 MHz se fait de la manière suivante: 1° Jusqu'au 26 novembre 2015, les opérateurs GSM1 et GSM2 détiennent chacun 60 canaux radioélectriques dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz. <del>2° Entre le 27 novembre 2015 et le 15 mars 2021, les opérateurs GSM1 et GSM2 détiennent chacun au moins 50 canaux.</del> <u>2° Sans préjudice du 3°, entre le 27 novembre 2015 et le 15 mars 2021:</u>  <u>a) le nombre de canaux radioélectriques des opérateurs GSM1 et GSM2 est réduit à 50;</u> <u>b) l'Institut effectue une réorganisation à cet effet.</u>  <del>3° Si un opérateur 3G demande, conformément à l'article 64 de l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les</del>	<b>Art. 7. § 1.</b> Het radio-elektrisch net moet worden geïnstalleerd in de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz, gescheiden door een duplexafstand van 45 MHz.  De hoge band is voorbehouden voor het uitzenden door basisstations en de lage band voor het uitzenden door mobiele stations.  Deze frequentiebanden tellen 174 radioelektrische duplexkanalen zijnde in totaal 34,8 MHz duplex, met aan weerszijden een beschermingsband van 0,1 MHz.  De verdeling van de kanalen in de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz gebeurt als volgt : 1° Tot 26 november 2015, zijn de operatoren GSM1 en GSM2 houder van elk 60 radiokanalen in de banden 880-915 MHz en 925-960 MHz. <del>2° Tussen 27 november 2015 en 15 maart 2021 hebben de operatoren GSM1 en GSM2 elk ten minste 50 kanalen.</del> <u>2° Onverminderd de bepaling onder 3°, tussen 27 november 2015 en 15 maart 2021:</u>  <u>a) wordt het aantal radio-elektrische kanalen van de GSM1- en GSM2-operatoren beperkt tot 50;:</u> <u>b) voert het Instituut hiertoe een herschikking door.;</u>  <del>3° Indien een 3G-operator overeenkomstig artikel 64 van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het &lt;bestek&gt; en van de procedure tot toekenning van</del>

~~systemes de telecommunications mobiles de la troisieme generation, à se voir assigner 4,8 MHz duplex dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz:~~

~~— le nombre de canaux radioélectriques des opérateurs GSM1 et GSM2 est réduit à 50 à partir du 27 novembre 2015;~~

~~— l'Institut effectue une réorganisation à cet effet.~~

3° Si les droits d'utilisation du quatrième opérateur 3G dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz ne sont pas utilisés par ce dernier, l'Institut lance un appel aux candidats au Moniteur belge pour les droits d'utilisations de ces 24 canaux. L'opérateur qui souhaite obtenir des droits d'utilisation pose sa candidature dans les formes et conformément aux conditions fixées au paragraphe 1<sup>er</sup>/1. L'Institut octroie ensuite des droits d'utilisation conformément au paragraphe 1/2.

Tous les canaux attribués à l'opérateur sont disponibles sur l'entièreté du territoire national, sous réserve des contraintes résultant de la coordination transfrontalière. Tout projet d'utilisation de fréquence par l'opérateur qui ne respecte pas les accords internationaux conclus par la Belgique doit être soumis à l'Institut en vue d'une éventuelle coordination avec les Administrations des pays voisins.

§1<sup>er</sup>/1. La candidature dont il est question au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 3° doit être introduite comme suit :

1° entre 9 et 17 heures durant les jours ouvrables, et au plus tard à la date et à l'heure déterminées par l'Institut et publiées au Moniteur belge ;

2° auprès de l'Institut, contre remise d'un accusé de réception ;

3° en deux exemplaires, en indiquant quel est l'exemplaire original, signé par les représentants habilités des candidats.

~~vergunningen voor de mobiele telecommunicatie systemen van de derde generatie verzoekt om de betreffende 4,8 MHz duplex toegewezen te krijgen in de banden 880-915 MHz en 925-960 MHz :~~

~~— wordt het aantal radiokanalen van de operatoren GSM1 en GSM2 vanaf 27 november 2015 verlaagd tot 50;~~

~~—voert het Instituut daartoe een herschikking door.~~

3° Indien de gebruiksrechten van de vierde 3G-operator in de 880-915MHz- en 925-960MHz-banden niet worden gebruikt door deze laatste, doet het Instituut in het Belgisch Staatsblad een oproep tot kandidaten voor gebruiksrechten voor deze 24 kanalen. Een operator die gebruiksrechten wil verkrijgen, dient zijn kandidatuur in in de vorm en volgens de voorwaarden die in paragraaf 1/1 worden vastgesteld. Het Instituut kent de gebruiksrechten vervolgens toe overeenkomstig paragraaf 1/2.

Alle kanalen die aan de operator zijn toegewezen, zijn over het gehele nationale grondgebied beschikbaar, onder voorbehoud van de verplichtingen als gevolg van de grensoverschrijdende coördinatie. Elk voornemen van de operator om een frequentie te gebruiken waarbij de internationale overeenkomsten die België heeft afgesloten, niet worden nageleefd, moet aan het Instituut worden voorgelegd met de bedoeling een eventuele coördinatie te bereiken met de Administraties van de buurlanden.

§ 1/1. De kandidaatstelling waarvan sprake in paragraaf 1, vierde lid, 3° gebeurt als volgt :

1° tussen 9 en 17 uur op werkdagen, en uiterlijk op de datum en het uur zoals bepaald door het Instituut en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad;

2° bij het Instituut, tegen ontvangstbewijs;

3° in twee exemplaren, met aanduiding van een origineel exemplaar, ondertekend door de gemachtigde vertegenwoordigers van de

Le candidat paie un montant de 1 million d'euros en garantie. Cette garantie est versée au plus tard à la date de dépôt des candidatures, de manière inconditionnelle et irrévocable, dans des sommes exigibles et en euros, en faveur de l'Etat belge, auprès de la Banque nationale de Belgique sur un compte communiqué par l'Institut. La garantie porte intérêt au taux d'intérêt de la facilité de dépôt de la Banque centrale européenne, avec un minimum de zéro pourcent. Les intérêts sont capitalisés le dernier jour ouvrable du système de paiement européen TARGET de chaque mois. La garantie des candidats qui acquièrent les droits d'utilisation porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour de début de validité des droits d'utilisation. La garantie des candidats qui n'acquièrent aucun droit d'utilisation porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où elle est reversée.

La candidature contient les informations suivantes :

1° le numéro de téléphone au sein de l'UE sur lequel le candidat peut être joint les jours ouvrables entre 8 et 19 heures et l'adresse qui pour cette procédure sert d'adresse officielle du candidat, pour lui remettre des documents, lui faire parvenir des communications et lui signifier des notifications ;

2° les noms, titres, qualités et signatures d'une personne au moins légalement habilitée à représenter pleinement le candidat, en vertu de la loi ou des statuts du candidat pour tous les actes qui peuvent être liés à la procédure d'octroi des droits d'utilisation ;

3° les statuts du candidat ou, à défaut, les documents équivalents qui régissent le fonctionnement du candidat ;

4° la preuve ou, lorsqu'une telle preuve n'est pas délivrée dans le pays où le siège du candidat est établi, une déclaration sur l'honneur que le candidat :

kandidaten.

De kandidaat betaalt een bedrag van 1 miljoen euro als waarborg. Deze waarborg wordt uiterlijk op de datum van indiening van de candidaturen onvoorwaardelijk en onherroepelijk, in opeisbare sommen en in euro, ten voordele van de Belgische Staat gestort bij de Nationale Bank van België, op een rekening bekendgemaakt door het Instituut. De waarborg brengt interest op tegen de rentevoet van de depositofaciliteit van de Europese Centrale Bank, met een minimum van nul procent. De interesten worden gekapitaliseerd op de laatste werkdag van het Europees betalingssysteem TARGET van elke maand. De waarborg van de kandidaten die gebruiksrechten verwerven, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag van het begin van de geldigheid van de gebruiksrechten. De waarborg van de kandidaten die geen gebruiksrechten verwerven, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop hij wordt teruggestort.

De kandidatuur bevat de volgende informatie :

1° het telefoonnummer in de EU waarop de kandidaat op werkdagen, tussen 8 en 19 uur, bereikt kan worden en het adres dat voor deze procedure geldt als het officiële adres van de kandidaat met de bedoeling er documenten af te leveren, kennisgevingen te doen geworden en betekeningen te verrichten;

2° de namen, titels, hoedanigheden en handtekeningen van minstens één persoon die wettelijk bevoegd is om de kandidaat ten volle te vertegenwoordigen krachtens de wet of de statuten van de kandidaat voor alle handelingen die verband kunnen hebben met de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten;

3° de statuten van de kandidaat of, bij gebreke daarvan, equivalente documenten die de werking van de kandidaat regelen;

4° het bewijs, of indien een dergelijk bewijs niet uitgereikt wordt in het land waar de zetel van de kandidaat gevestigd is, een verklaring onder ede dat de kandidaat :

<p>a) <u>ne se trouve pas en état de faillite ou de liquidation, ou dans une situation analogue, et ;</u></p> <p>b) <u>n'a pas fait de déclaration de faillite et n'est pas impliqué dans une procédure de liquidation ou de concordat judiciaire ou dans une procédure analogue selon une réglementation étrangère ;</u></p> <p><u>5° un relevé détaillé, clair et complet de la structure de l'actionariat du candidat ;</u></p> <p><u>6° la preuve de paiement du montant tel que visé à l'alinéa 2 ;</u></p> <p><u>7° le numéro de compte en banque du candidat sur lequel le montant tel que visé à l'alinéa 6 ou au paragraphe 1<sup>er</sup>/2, alinéa 5, peut être reversé ;</u></p> <p><u>8° la norme technique ou la technologie que le candidat compte utiliser ;</u></p> <p><u>9° la preuve de notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;</u></p> <p><u>10° le nombre de canaux pour lesquels le candidat souhaite acquérir des droits d'utilisation.</u></p> <p><u>L'Institut fixe le format que les candidatures doivent respecter.</u></p> <p><u>L'Institut prend une décision sur la recevabilité de chaque candidature déposée. En vue de cette décision, l'Institut peut exiger de chaque candidat une explication supplémentaire démontrant la manière dont ce candidat répondra aux conditions du Chapitre Ier du présent arrêté, à l'exception de l'article 14, tel que visé au paragraphe 1<sup>er</sup>/2, alinéa 3. La candidature des candidats qui ne peuvent pas soumettre de plan raisonnable peut être déclarée irrecevable. L'Institut tient chaque candidat informé de la décision concernant la recevabilité de sa candidature. L'Institut communique, en même temps, aux candidats</u></p>	<p>a) <u>niet in staat van faillissement of van vereffening of een gelijkaardige toestand verkeert, en;</u></p> <p>b) <u>geen aangifte van faillissement heeft gedaan en niet betrokken is in een procedure van vereffening of van gerechtelijk akkoord of in een soortgelijke procedure volgens een buitenlandse regelgeving;</u></p> <p><u>5° een gedetailleerd, duidelijk en volledig overzicht van de aandeelhoudersstructuur van de kandidaat;</u></p> <p><u>6° het bewijs van de betaling van het bedrag zoals bedoeld in het tweede lid;</u></p> <p><u>7° het bankrekeningnummer van de kandidaat waarop het bedrag zoals bedoeld in het zesde lid of in paragraaf 1/2, vijfde lid, kan worden teruggestort;</u></p> <p><u>8° de technische norm of technologie die de kandidaat van plan is te gebruiken;</u></p> <p><u>9° het bewijs van kennisgeving overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</u></p> <p><u>10° Het aantal kanalen waarvoor de kandidaat gebruiksrechten wenst te verwerven.</u></p> <p><u>Het Instituut legt het formaat vast dat de candidatures dienen na te leven.</u></p> <p><u>Het Instituut neemt een beslissing over de ontvankelijkheid van elke ingediende kandidatuur. Met het oog op deze beslissing kan het Instituut van elke kandidaat een bijkomende verklaring eisen die de wijze aantoonst hoe deze kandidaat zal voldoen aan de voorwaarden van Hoofdstuk I, met uitzondering van artikel 14, zoals bepaald in paragraaf 1/2, derde lid. De kandidatuur van kandidaten die geen redelijk plan kunnen voorleggen kan onontvankelijk verklaard worden. Het Instituut brengt iedere kandidaat op de hoogte van de beslissing omtrent de ontvankelijkheid van zijn kandidatuur. Aan de ontvankelijk bevonden</u></p>
--	--

jugés recevables, une liste de tous les candidats jugés recevables.

La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats jugés irrecevables est reversée sur le compte communiqué conformément au 7°.

§1<sup>er</sup>/2. Les canaux sont divisés en parties égales selon le nombre de candidats. Si un candidat a fait savoir qu'il voulait obtenir des droits d'utilisation pour un plus petit nombre de canaux, la différence est proposée à parts égales aux autres candidats. Un opérateur ne peut acquérir plus de la moitié de ces 24 canaux que si le nombre de canaux sur 1800 MHz le permet.

Les droits d'utilisation pour ces canaux sont valides à partir du 27 novembre 2015 ou à partir de la date de la notification par l'Institut de l'octroi de ces canaux si cette date est postérieure au 27 novembre 2015. Ces canaux peuvent être ajoutés aux 50 canaux qui ont déjà été attribués aux opérateurs GSM1, GSM2 et à l'opérateur DCS-1800. Les droits d'utilisation pour ces canaux sont octroyés jusqu'au 15 mars 2021.

Les droits d'utilisation attribués sont soumis aux conditions du Chapitre Ier, à l'exception de l'article 14.

L'Institut notifie à tout candidat, outre ses droits d'utilisation, le solde à payer sur le compte de l'Institut. Les modalités de paiement sont conformes à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats auxquels aucun droit d'utilisation n'est attribué est reversée sur le compte communiqué conformément au 7°.

La redevance unique pour ces canaux est déterminée et payée conformément à l'article 30 de la loi de 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

kandidaten verstrekt het Instituut gelijktijdig een lijst van alle ontvankelijk bevonden kandidaten.

De waarborg, met inbegrip van de interessen, van de onontvankelijk bevonden kandidaten wordt teruggestort op de rekening die werd meegedeeld overeenkomstig de bepaling onder 7°.

§1/2. De kanalen worden verdeeld in gelijke delen naargelang het aantal kandidaten. Indien een kandidaat te kennen heeft gegeven voor een kleiner aantal kanalen gebruiksrechten te willen verkrijgen, wordt het verschil in gelijke delen aangeboden aan de andere kandidaten. Een operator kan enkel meer dan de helft van deze 24 kanalen verwerven indien het aantal kanalen op 1800 MHz dit toelaat.

De gebruiksrechten voor deze kanalen zijn geldig vanaf 27 november 2015 of vanaf de datum van kennisgeving door het Instituut van de toekenning van deze kanalen indien deze datum later valt dan 27 november 2015. Deze kanalen kunnen toegevoegd worden aan de 50 kanalen die reeds toegewezen zijn aan de operatoren GSM1, GSM2 en de DCS-1800-operator. De gebruiksrechten voor deze kanalen worden toegekend tot 15 maart 2021.

Op de toegewezen gebruiksrechten zijn de voorwaarden van Hoofdstuk I van dit besluit van toepassing, met uitzondering van artikel 14.

Het Instituut geeft elke kandidaat naast zijn gebruiksrechten ook kennis van het op rekening van het Instituut te betalen saldo. De betalingsmodaliteiten zijn in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

De waarborg, met inbegrip van de interessen, van de kandidaten waaraan geen gebruiksrechten worden toegekend, wordt teruggestort op de rekening die werd meegedeeld overeenkomstig de bepaling onder 7°.

De enige heffing voor deze kanalen wordt bepaald en betaald conform artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

<p><u>Le cas échéant, l'Institut effectue une réorganisation des fréquences.</u></p>	<p><u>Desgevallend voert het Instituut een herschikking van de frequenties door.</u></p>
<p><b>Art. 7 § 5.</b> Les opérateurs GSM 1 et GSM 2 peuvent obtenir une autorisation d'établir et d'exploiter un réseau complémentaire utilisant le système DCS-1800 selon les dispositions du présent paragraphe.</p> <p>Une telle autorisation ne peut être accordée à un opérateur GSM que s'il s'avère que les fréquences qui lui ont été attribuées à 900 MHz, conformément au § 1er du présent article sont en voie de saturation, après mise en oeuvre de toutes les solutions techniques appropriées. L'Institut apprécie cette condition sur la base des éléments fournis par l'opérateur.</p> <p>Une telle autorisation n'est en aucun cas accordée avant la date à laquelle l'Institut communique son accord au premier opérateur DCS-1800 d'utiliser les bandes de fréquences d'extension du système GSM à 900 MHz, conformément à l'article 7, § 6, de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800.</p> <p>Cette autorisation couvre l'utilisation d'un maximum de <u>septante-cinq</u><sup>124</sup> canaux radioélectriques qui sont communiqués par l'Institut à l'opérateur concerné. <u>Le cas échéant, l'Institut effectue une réorganisation des fréquences. L'ensemble de ces canaux est mis à disposition de l'opérateur, au fur et à mesure de ses besoins vérifiés par l'Institut, dès que le dégagement en aura été effectué par le Ministère de la Défense nationale, conformément aux dispositions de l'article 8, § 5, de l'arrêté royal visé à l'alinéa précédent du présent article. Une mise en oeuvre partielle sur ces canaux peut être autorisée par l'Institut avant le dégagement complet des fréquences concernées par le Ministère de la Défense nationale.</u></p> <p><u>Les opérateurs GSM1 et GSM2 peuvent recevoir l'autorisation supplémentaire d'utiliser dix-neuf canaux radioélectriques. En outre, ils peuvent</u></p>	<p><b>Art. 7 § 5.</b> De operatoren GSM1 en GSM2 kunnen een vergunning voor het opzetten en de exploitatie van een bijkomend netwerk dat gebruik maakt van het DCS-1800-systeem, bekomen volgens de bepalingen van huidige paragraaf.</p> <p>Dergelijke vergunning kan slechts aan een GSM-operator toe worden gekend indien de frequenties die hem zijn toegewezen op 900 MHz overeenkomstig § 1 van dit artikel, de verzadiging naderen na alle gepaste technische oplossingen in het werk te hebben gesteld. Het Instituut beoordeelt deze toestand op grond van door de operator verstrekte gegevens.</p> <p>Een dergelijke vergunning wordt in geen enkel geval toegekend voor de datum waarop het Instituut zijn akkoord mededeelt aan de eerste DCS-1800-operator de uitbreidingsfrequentiebanden van het GSM-systeem op 900 MHz te gebruiken overeenkomstig artikel 7, § 6, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonie-netwerken.</p> <p>Deze vergunning dekt het gebruik van ten hoogste <u>vijfenzeventig</u><sup>124</sup> radio-elektrische kanalen die door het Instituut aan de operator worden medegedeeld. <u>Desgevallend voert het Instituut een herschikking van de frequenties door. Het geheel van deze kanalen wordt de operator geleidelijk ter beschikking gesteld volgens zijn door het Instituut gecontroleerde noden, zodra de vrijmaking ervan zal uitgevoerd zijn door het Ministerie van Landsverdediging overeenkomstig de schikkingen van artikel 8, § 5, van het in het vorige lid van dit artikel bepaalde koninklijk besluit. Een gedeeltelijke inwerkingstelling van deze kanalen kan door het Instituut worden toegestaan vóór de volledige vrijmaking van de betrokken frequenties door het Ministerie van Landsverdediging.</u></p> <p><u>De operatoren GSM1 en GSM2 kunnen bijkomend vergund worden negentien radio-elektrische kanalen te gebruiken. Bovendien</u></p>

<p><del>également être autorisés à utiliser encore dix canaux radioélectriques supplémentaires lorsque l'opérateur DCS-1800 est autorisé à utiliser dix canaux radio-électriques dans les bandes 885-887 MHz &amp; 930-932 MHz conformément à l'article 8, § 6, deuxième alinéa, de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800.</del></p> <p><del>Entre le 27 novembre 2015 et le 15 mars 2021, les opérateurs GSM1 et GSM2 détiennent chacun au moins, par dérogation aux alinéas précédents, 100 canaux dans ces bandes.</del></p> <p><del>Si un opérateur 3G demande, conformément à l'article 64 de l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération, à se voir assigner 4,8 MHz duplex dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz, le nombre de canaux assigné dans ces bandes aux opérateurs GSM1 et GSM2 est limité pour chacun à 100 à partir du 27 novembre 2015.</del></p> <p><del>Entre le 27 novembre 2015 et le 15 mars 2021, la quantité de spectre attribué aux opérateurs dans les bandes 1710-1785 et 1805-1880 MHz est, par dérogation à l'alinéa 4, égale au double de la quantité de spectre attribué dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz, arrondi au multiple de 5 MHz supérieur. Le cas échéant, l'Institut effectue une réorganisation des fréquences.</del></p> <p>L'établissement et l'exploitation d'un réseau DCS-1800 par un opérateur GSM à 900 MHz sont régis par les dispositions du chapitre 1er de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800 à l'exception des dispositions des articles 6, 8, §§ 2, 2bis, 6, 7 et 8, et l'article 15 de l'arrêté en question.</p>	<p><del>kunnen ze vergund worden nog eens tien radio-elektrische kanalen te gebruiken wanneer de DCS-1800-operator vergund wordt tien radio-elektrische kanalen te gebruiken in de banden 885-887 MHz &amp; 930-932 MHz overeenkomstig artikel 8, § 6, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten.</del></p> <p><del>Tussen 27 november 2015 en 15 maart 2021 hebben de operatoren GSM1 en GSM2, bij wijze van afwijking van de voorgaande leden, elk ten minste 100 kanalen in deze banden.</del></p> <p><del>Indien een 3G-operator overeenkomstig artikel 64 van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie vraagt om 4,8 MHz duplex toegewezen te krijgen in de banden 880-915 MHz en 925-960 MHz, dan wordt het aantal kanalen die in deze banden worden toegewezen aan de operatoren GSM1 en GSM2 vanaf 27 november 2015 voor elk beperkt tot 100.</del></p> <p><del>Tussen 27 november 2015 en 15 maart 2021 is de hoeveelheid spectrum die wordt toegewezen aan de operatoren in de 1710-1785MHz- en de 1805-1880MHz-banden, in afwijking van het vierde lid, gelijk aan het dubbele van de hoeveelheid spectrum toegewezen in de 880-915MHz- en 925-960MHz-banden, afgerond tot het hogere veelvoud van 5. Desgevallend voert het Instituut een herschikking van de frequenties door.</del></p> <p>De aanleg en exploitatie van een DCS1800-netwerk door een GSM-operator op 900 MHz worden geregeld door de bepalingen van hoofdstuk 1 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS1800-mobilofonienetten met uitzondering van de bepalingen van de artikelen 6, 8, §§ 2, 2bis, 6, 7 en 8, en artikel 15 van het betreffende besluit.</p>
--	--

<p><del>Art. 8. § 2. L'Institut alloue, initialement à l'opérateur DCS-1800, septante-cinq canaux radioélectriques. Le réseau du premier opérateur sélectionne sur la base de la procédure du Chapitre II du présent arrêté reçoit des canaux situés dans les bandes 1710-1785 et 1805-1880 MHz.</del></p> <p><del>L'Institut peut allouer à l'opérateur DCS-1800 jusqu'à 124 canaux radioélectriques dans les bandes 1710-1785 et 1805-1880 MHz. Le cas échéant, l'Institut effectue une réorganisation des fréquences.</del></p> <p><del>A sa demande, après l'ouverture commerciale de son service, l'opérateur DCS-1800 peut se voir allouer des bandes d'extension, adjacentes à la bande initialement allouée, ne dépassant pas l'équivalent de trente-cinq canaux radioélectriques supplémentaires. Ces extensions sont accordées par l'Institut sur la base d'une évaluation objective des besoins réels de l'opérateur DCS-1800 et des contraintes d'utilisation du spectre radioélectrique.</del></p> <p><del>L'ensemble de ces canaux est mis à disposition de l'opérateur DCS-1800 dès que le dégagement en aura été effectué par le Ministère de la Défense nationale, conformément aux dispositions du § 5 du présent article. Une mise en œuvre partielle sur ces canaux peut être autorisée par l'Institut avant le dégagement complet des fréquences concernées par le Ministère de la Défense nationale.</del></p>	<p><del>Art. 8. § 2. Het Instituut wijst aanvankelijk vijfenzeventig radio-elektrische kanalen toe aan de DCS-1800-operator. Het net van de eerste DCS-1800-operator die geselecteerd is op grond van de procedure beschreven in hoofdstuk II van dit besluit worden kanalen gelegen in de banden 1710-1785 en 1805-1880 MHz toegewezen.</del></p> <p><del>Het Instituut kan aan de DCS-1800-operator tot 124 radio-elektrische kanalen toewijzen in de banden 1710-1785 en 1805-1880 MHz. Desgevallend voert het Instituut een herschikking van de frequenties door.</del></p> <p><del>Na de commerciële opening van zijn dienst kan de DCS-1800-operator op zijn verzoek uitbreidingsbanden toegewezen krijgen welke grenzen aan de aanvankelijk toegekende band en die ten hoogste gelijkwaardig zijn met vijfendertig bijkomende radio-elektrische kanalen. Deze uitbreidingen worden door het Instituut toegekend op basis van een objectieve evaluatie van de werkelijke noden van de DCS-1800-operator en de gebruiksbeperkingen van het radio-elektrisch spectrum.</del></p> <p><del>Al die kanalen worden ter beschikking van de DCS-1800-operator gesteld zodra het Ministerie van Landsverdediging deze vrijgemaakt heeft overeenkomstig de bepalingen van § 5 van dit artikel. Een ingebruikname van een gedeelte van de kanalen kan door het Instituut worden toegestaan nog voor de betrokken frequenties volledig zijn vrijgemaakt door het Ministerie van Landsverdediging.</del></p>
<p><del>Art. 8. § 2bis. Entre le 27 novembre 2015 et le 15 mars 2021 l'opérateur DCS 1800 détient, par dérogation aux dispositions du § 2, au moins 100 canaux dans les bandes 1710-1785 MHz et 1805-1880 MHz.</del></p> <p><del>Si, à sa demande, un opérateur 3G se voit assigner 4,8 MHz duplex dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz conformément à l'article 64 de l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure</del></p>	<p><del>Art. 8. §2bis. Tussen 27 november 2015 en 15 maart 2021 heeft de DCS1800-operator in de banden 1710-1785 MHz en 1805-1880 MHz, bij wijze van afwijking van de bepalingen van § 2, ten minste 100 kanalen.</del></p> <p><del>Indien een 3G-operator 4,8 MHz duplex in de banden 880-915 MHz en 925-960 MHz op diens vraag toegewezen krijgt overeenkomstig artikel 64 van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen</del></p>

<p>relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le nombre de canaux de l'opérateur DCS 1800 dans les bandes 1710-1785 MHz et 1805-1880 MHz est réduit à 100 à partir du 27 novembre 2015;</li> <li>— l'Institut assignera à cet opérateur 3G 10 MHz duplex dans les bandes 1710-1785 MHz et 1805-1880 MHz à partir du 27 novembre 2015;</li> <li>— l'Institut effectue une réorganisation à cet effet.</li> </ul> <p><u>Entre le 27 novembre 2015 et le 15 mars 2021, la quantité de spectre attribué à l'opérateur DCS 1800 dans les bandes 1710-1785 et 1805-1880 MHz est, par dérogation aux dispositions du paragraphe 2, égale au double de la quantité de spectre attribué dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz, arrondi au multiple de 5 MHz supérieur. Le cas échéant, l'Institut effectue une réorganisation des fréquences.</u></p>	<p>voor de mobiele telecommunicatie-systemen van de derde generatie dan :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— wordt het aantal kanalen van de DCS1800-operator in de banden 1710-1785 MHz en 1805-1880 MHz vanaf 27 november 2015 beperkt tot 100;</li> <li>— wijst het Instituut deze 3G-operator 10 MHz duplex toe in de banden 1710-1785 MHz en 1805-1880 MHz vanaf 27 november 2015;</li> <li>— voert het Instituut hiertoe een herschikking door.</li> </ul> <p><u>Tussen 27 november 2015 en 15 maart 2021 is de hoeveelheid spectrum die wordt toegewezen aan de DCS 1800-operator in de 1710-1785MHz- en de 1805-1880MHz-banden, in afwijking van het bepaalde in paragraaf 2, gelijk aan het dubbele van de hoeveelheid spectrum toegewezen in de 880-915MHz- en 925-960MHz-banden, afgerond tot het hogere veelvoud van 5. Desgevallend voert het Instituut een herschikking van de frequenties door.</u></p>
<p><b>Art. 8 § 8.</b> <del>Entre le 27 novembre 2015 et le 15 mars 2021, l'opérateur DCS1800 détient, par dérogation aux § 6 et § 7 de cet article, au moins 50 canaux dans les bandes de fréquences 880-915 MHz et de 925-960 MHz.</del></p> <p><del>Si un opérateur 3G demande, conformément à l'article 64 de l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération, à se voir assigner 4,8 MHz duplex dans les bandes 880-915 MHz et 925-960 MHz :</del></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><del>— le nombre de canaux de l'opérateur DCS 1800 dans les bandes de fréquences 880-915 MHz et de 925-960 MHz est réduit à 50 à partir du 27 novembre 2015;</del></li> <li><del>— l'Institut effectue une réorganisation à cet effet.</del></li> </ul> <p><u>Sans préjudice de l'article 7, § 1er, 4ème alinéa, 3° de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, entre le 27 novembre 2015 et le 15 mars 2021 :</u></p>	<p><b>Art. 8. § 8.</b> <del>Tussen 27 november 2015 en 15 maart 2021, heeft de DCS1800-operator in de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz, in afwijking van § 6 en § 7 van dit artikel, ten minste 50 kanalen.</del></p> <p><del>Indien een 3G-operator overeenkomstig artikel 64 van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie vraagt om 4,8 MHz duplex toegewezen te krijgen in de banden 880-915 MHz en 925-960 MHz dan:</del></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><del>— wordt het aantal kanalen van de DCS1800-operator in de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz vanaf 27 november 2015 beperkt tot 50;</del></li> <li><del>— voert het Instituut hiertoe een herschikking door.</del></li> </ul> <p><u>Onverminderd artikel 7, § 1, vierde lid, 3° van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofonienetten, tussen 27 november 2015 en 15 maart 2021:</u></p>

<u>1° le nombre de canaux de l'opérateur DCS 1800 dans les bandes de fréquences 880-915 MHz et de 925-960 MHz est, par dérogation aux paragraphes 6 et 7, réduit à 50;</u>	<u>1° wordt het aantal kanalen van de DCS1800-operator in de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz beperkt tot 50, in afwijking van de paragrafen 6 en 7;</u>
<u>2° l'Institut effectue une réorganisation des fréquences.</u>	<u>2° het Instituut voert desgevallend een herschikking van de frequenties door.</u>